



Conseil d'Etat
Staatsrat



2014.01260

**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports
M. Ueli Maurer
Conseiller fédéral
Bundesgasse 8
3003 Bern

Références GJ
Date 26 mars 2014

Révision de la loi fédérale sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport (LSIS) – Procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,

Par votre lettre du 27 décembre 2013, vous avez invité les gouvernements cantonaux à prendre position sur le projet de loi fédérale sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport (LSIS). Nous vous remercions de nous donner l'opportunité de transmettre notre point de vue sur cette loi.

L'avis du Conseil d'Etat du Canton du Valais se fonde sur les réflexions menées en interne et dans le cadre de la CTRT (Communauté de travail romande et tessinoise des offices Jeunesse et Sport).

Le Conseil d'Etat valaisan reconnaît la nécessité de créer une base légale étendue pour les systèmes d'information dans le domaine du sport. Le Canton du Valais, particulièrement dans sa position d'utilisateur du système d'information national pour le sport et du système d'information servant à l'évaluation des cours (dans le domaine de Jeunesse + Sport), est concerné par les règlements prévus. Il approuve globalement les dispositions et le projet de loi dans sa forme présentée.

Cependant, le Gouvernement se permet de vous faire part des remarques et suggestions suivantes :

1. Art. 11 al. 1

L'actuel énoncé de l'art. 11 :

« *Sur demande, l'OFSPPO peut donner aux personnes ou services suivants un accès en ligne aux données : (...)* »

1.1. Proposition de modification

L'énoncé de l'art. 11 pourrait être modifié comme suit :

« *Sur demande, l'OFSPPO peut donner aux personnes ou services suivants un accès en ligne aux données : (...)* »

1.2. Commentaire

Le Conseil d'Etat salue le fait que les données soient accessibles aux Services et aux personnes mentionnées. Il tient à ce que les autorités compétentes en matière de sport des cantons et des communes puissent traiter elles-mêmes des demandes récurrentes. Cela facilite les procédures pour des programmes cantonaux et régionaux de promotion (comme pour le sport facultatif ou la promotion de la relève). Jusqu'à présent, les Services autorisés pouvaient demander ces données par téléphone auprès de l'OFSPPO

et ce sans beaucoup de bureaucratie. Afin de maintenir les charges administratives aussi faibles que possible, nous sommes d'avis que l'accès à ces données doit se faire de manière automatique.

2. Art. 12

L'actuel énoncé de l'art. 12 :

« Le Conseil fédéral peut prévoir que les autorités et les organisations qui bénéficient d'un accès en ligne participent aux coûts de développement, d'exploitation et d'entretien du système d'information national pour le sport. »

2.1 Proposition de modification

L'énoncé de l'art. 12 est à corriger comme suit :

« Le Conseil fédéral peut prévoir que les autorités et les organisations qui bénéficient d'un accès en ligne participent aux coûts de développement, d'exploitation et d'entretien du système d'information national pour le sport. »

2.2. Commentaire

Dans le domaine de Jeunesse + Sport, les cantons exécutent un mandat légal de la Confédération. Pour ce faire, les Services compétents des cantons doivent avoir accès au système d'information national pour le sport. Bien que la disposition en question utilise la formulation « peut », le Conseil d'Etat valaisan demande que les autorités et les organisations utilisant le système d'information national pour le sport dans le cadre de l'accomplissement de leur mandat légal, soient exclues d'une participation aux coûts de développement. Actuellement, dans le cadre de Jeunesse + Sport, les cantons participent déjà aux frais d'exploitation.

3. Art. 25

L'actuel énoncé de l'art. 25 :

« Le système d'information pour l'évaluation de cours sert à l'OFSPPO pour évaluer des cours et des séminaires qui :

- a. sont organisés par l'OFSPPO ou par un tiers mandaté par l'OFSPPO ;*
- b. sont organisés par des tiers et soutenus par des contributions par la Confédération.»*

3.1. Proposition de modification

L'énoncé de l'art. 25 est à compléter comme suit :

« Le système d'information pour l'évaluation de cours sert à l'OFSPPO et aux tiers responsables de l'organisation de cours et de séminaires pour l'évaluation de cours et de séminaires, qui :

- a. sont organisés par l'OFSPPO ou par un tiers mandaté par l'OFSPPO ;*
- b. sont organisés par des tiers et soutenus par des contributions par la Confédération.»*

3.2. Commentaire

Nous comprenons bien les opportunités qu'offrent cet article et les deux suivants en termes d'assurance de la qualité et le saluons.

Cependant, il est mentionné que seul l'OFSPPO utilise le système et collecte les données, alors que dans le nouveau concept des visites sur les lieux d'offres Jeunesse + Sport (phase pilote), les cantons sont largement mis à contribution dans la récolte d'informations et le processus.

4. Art. 26

L'actuel énoncé de l'art. 26 :

« Le système d'information contient toutes les données personnelles et les informations, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'évaluation des cours et des prestations d'enseignement, notamment les données suivantes : (...) »

4.1. Proposition de modification/ajout

L'énoncé de l'art. 26 est à corriger comme suit :

« Le système d'information contient toutes les données personnelles et les informations, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'évaluation des cours et des prestations d'enseignement, notamment les données suivantes : (...) »

4.2. Commentaire

Le système d'information est consultable par beaucoup d'entités et de personnes. Dès lors, les données sensibles et les profils de la personnalité ne devraient pas y figurer. Il en va de la protection de la sphère privée.

5. Art. 26

L'actuel énoncé de l'art. 26 c :

« Le système d'information contient toutes les données personnelles et les informations, y compris les données sensibles et les profils de la personnalité, nécessaires à l'évaluation des cours et des prestations d'enseignement, notamment les données suivantes : (...) »

c) indications et appréciations sur :

- les cours et appréciations de l'enseignement dans son ensemble,
- les chefs de cours et les enseignants.»

5.1. Commentaire

A l'art. 26c, la mention des «indications/appréciations sur le cours ou la prestation de cours» nous interpelle. Le nouveau concept, ainsi que la récolte de ces informations, impliquera pour les cantons de nouvelles tâches et aura des conséquences au niveau des ressources humaines et financières que notre Canton ne peut pas assumer. Nous sommes convaincus que la contribution des collaboratrices-teurs cantonaux Jeunesse + Sport sera augmentée pour satisfaire aux besoins de la collecte d'informations, alors qu'aucune mesure ou moyen supplémentaire pour accomplir ces tâches n'est prévu par la Confédération, à notre connaissance.

6. Art. 27

L'actuel énoncé de l'art. 27 :

« L'OFSPPO collecte les données auprès

- a. *des participantes et des participants ;*
- b. *des monitrices et des moniteurs de cours ;*
- c. *des maîtres de conférence ;*
- d. *des expertes et des experts mandatés avec l'évaluation de cours. »*

6.1. Proposition d'ajout

L'art. 27 est à compléter par un deuxième alinéa :

«² L'OFSPPO, pour les besoins du sport, peut autoriser les services compétents des cantons et les associations sportives nationales et jeunesse qui, selon la loi pour la promotion du sport sont co-responsables de son application, à collecter des données.»

6.2. Commentaire

Cet ajout confirme le rôle des Offices cantonaux dans ce domaine sensible. Il leur donne une base légale pour accomplir ce travail important de collecte de données.

7. Proposition d'ajout d'un article

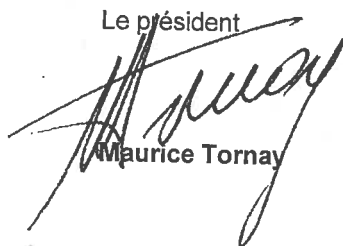
Selon l'art. 43 al. 3 de l'Ordonnance du DDPS sur les programmes et les projets d'encouragement du sport (OPESp, SR 415.011), l'OFSPPO « peut mandater des experts J+S pour effectuer un contrôle de qualité sur le lieu même des offres J+S et des offres de la formation des cadres », ce qui veut dire effectuer une évaluation des cours.

Lors de la consultation pour la révision partielle de l'Ordonnance de la loi sur la promotion du sport, le Conseil d'Etat, dans sa prise de position, avait demandé que l'OFSPPO obtienne la possibilité de mandater les contrôles de qualité aux cantons et de les indemniser : « ... **Des contrôles périodiques peuvent être réalisés sur le lieu de la formation par les collaborateurs des structures cantonales du sport et/ou des experts désignés par ces dernières.** »

La loi fédérale sur les systèmes d'information de la Confédération dans le domaine du sport (LSIS) devrait en tenir compte dans un article spécifique et régler également la manière la plus simple possible de transmettre les informations recueillies.

Nous vous remercions de nous avoir donné l'opportunité de nous exprimer sur ce sujet des plus importants et nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'expression de notre haute considération.

Au nom du Conseil d'Etat

Le président

Maurice Tornay



Le chancelier


Philipp Spörri

Copie à M. Matthias Remund, directeur de l'OFSPPO